



Organisation des Nations Unies pour le développement industriel

Distr. générale
28 octobre 2009
Français
Original: anglais

Conférence générale

Treizième session

Vienne, 7-11 décembre 2009

Point 9 de l'ordre du jour provisoire

Forum sur les questions liées au développement industriel

Forum sur les questions liées au développement industriel

Document thématique établi par le Secrétariat

Première partie: Récession économique mondiale – impact sur l'industrie manufacturière

I. Introduction

1. La crise économique actuelle, appelée également “la grande récession de 2008”, est la plus grave depuis le krach de 1929, en dépit de récents signes d'une reprise de l'activité manufacturière mondiale qui va s'accroissant et suscite des espoirs de redressement durable dans un délai d'un an. Ces signes de relance et l'optimisme plus ou moins grand des marchés boursiers ne devraient pas masquer les sérieux problèmes qui continuent à peser sur les perspectives économiques et le développement industriel à l'échelle mondiale. L'impact des erreurs dues à la création de richesses imaginaires sur l'économie réelle est lourd et a un effet négatif sur les systèmes de production, les chaînes de valeur et d'approvisionnement mondiales, les réseaux commerciaux et l'intégration mondiale des marchés de facteurs.

2. Trois réunions de haut niveau (Washington, novembre 2008; Londres, avril 2009; New York, juin 2009) ont été consacrées à la recherche de solutions. Le Sommet du G-20 tenu à Pittsburgh en septembre 2009 avait pour objectif de faire le bilan des progrès sur la voie d'un redressement durable après la crise financière et

Pour des raisons d'économie, le présent document a été tiré à un nombre limité d'exemplaires. Les représentants sont priés de bien vouloir apporter leur propre exemplaire aux réunions.



économique mondiale accomplis depuis les sommets de Washington et de Londres. Le G-20 a appelé de ses vœux un cadre réglementaire plus rigoureux pour s'attaquer aux problèmes cruciaux.

II. Thèmes généraux

3. Huit thèmes prioritaires concernant les perspectives de développement industriel découlent de la grande récession de 2008:

- 1) Vu les erreurs manifestes qui sont à l'origine de la crise, *quelle est la philosophie économique qui devrait régir le développement socioéconomique?*
- 2) Tous les pays se battant pour sauver leur industrie – et éviter un effondrement social dû à des taux de chômage inacceptables – *quel devrait être le rôle de l'État et des pouvoirs publics dans le développement socioéconomique sur fond de reprise sans création d'emplois?*
- 3) Le rôle de l'État étant revisité, dans quelle mesure devrait-il être "interventionniste-acteur de développement" ou "dérégulateur-régulateur" pour favoriser un développement industriel durable? En d'autres termes, *quel est le rôle de la politique industrielle?*
- 4) Le principal problème de gouvernance économique à résoudre est de savoir si *les marchés ne fonctionnent pas à cause des interventions de l'État* ou si *les marchés ne fonctionnent que grâce aux pouvoirs de régulation de l'État?*
- 5) Les plans de renflouement et de relance frisent la socialisation des pertes. *Quelles limites devrait-on mettre à ces mesures et que faudrait-il faire après le retrait des incitations financières?*
- 6) La réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) est cause de vives préoccupations. *Dans quelle mesure les incitations devraient-elles être consacrées désormais à la réalisation des OMD sans que soient sacrifiés les facteurs susceptibles de favoriser la reprise?*
- 7) L'industrie verte émerge de la crise. *Le verdissement de l'industrie stimulé par les progrès technologiques risque-t-il d'aggraver encore le problème de la reprise sans emploi?*
- 8) Le protectionnisme ne protège personne. *L'augmentation des pressions protectionnistes démontre-t-elle la nécessité de renforcer en priorité les règles commerciales?*

III. Sujets fondamentaux

4. On présentera ci-après un certain nombre de questions et de problèmes importants qui résultent de la crise financière.

Sujet 1: L'origine de la crise

5. L'origine de la crise actuelle réside sans doute dans l'évolution de la politique de régulation financière: libéralisation et dérégulation des économies de part et

d'autre de l'Atlantique et incapacité de la gouvernance financière de suivre les prétendues innovations des marchés financiers. Profitant des déséquilibres mondiaux des comptes courants, le crédit a connu une expansion accélérée et le prix des actifs une hausse générale jusqu'à atteindre des niveaux intenable – notamment sur les marchés de l'immobilier, profitant de l'endettement et de ses effets de levier.

6. Partant d'un accroissement des risques sur les marchés du crédit vers une situation dans laquelle les ménages, puis les entreprises ne pouvaient plus obtenir de crédit, la crise a provoqué une chute brutale de la demande des consommateurs qui a eu un impact important sur le commerce. Entre 2008 et 2009, le commerce mondial a reculé de 9 à 13 % et la valeur des marchandises exportées de 45 %.

7. Dans les pays de l'OCDE, qui représentent environ 70 % du PIB mondial, la production devrait baisser de 4 ou 5 % en 2009.

Question à débattre

8. *Dans un monde de plus en plus interconnecté et face à la généralisation des crises financières, comment les pays en développement – qui se battent déjà pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement – peuvent-ils se préparer à résister aux chocs externes dans l'économie mondiale?*

Sujet 2: Voies de transmission et dynamique de la crise

9. Dans les systèmes de production mondialisés contemporains, les réseaux internationalement intégrés des sociétés transnationales sont les voies de propagation de la récession. Ces sociétés contribuent pour 65 à 75 % aux échanges mondiaux destinés essentiellement aux pays développés (68 %), la part des pays en développement et des pays à économie en transition étant de 27 % et de 5 % respectivement. L'"usine mondiale" est caractérisée par l'interdépendance des ses éléments constitutifs.

10. Ainsi, face à l'effondrement de la demande et alors que les secteurs des entreprises des pays développés réajustent à la baisse leur structure des coûts et reconfigurent leurs réseaux pour réduire autant que possible les coûts, l'activité manufacturière est vouée à reculer. Les exemples abondent et, par rapport à 2008, la production industrielle a baissé de 12 % en Europe, de 15 % au Brésil et de 43 % dans la province chinoise de Taiwan. Aux États-Unis d'Amérique, elle a fléchi d'environ 14 %.

11. Étant donné ce maillage économique, chaque fabricant est également consommateur de biens intermédiaires, si bien que les maillons des chaînes infranationales, nationales et mondiales d'approvisionnement et de valeur se disloquent sur fond d'une baisse de 11 % des investissements totaux des pays de l'OCDE. Ces tendances se traduisent, sur une période de 12 mois, par une chute de la production manufacturière mondiale de 20 à 25 % (20 % pour les pays émergents et d'environ 25 % pour les pays émergents d'Asie).

Question à débattre

12. *Étant donné le système spatialement distribué et intégré d'activité et de production manufacturières, comment les pays en développement peuvent-ils améliorer leur résilience industrielle aux ajustements microéconomiques opérés par les entreprises internationales et les sociétés transnationales, et renforcer les liens entre les chaînes de valeur et d'approvisionnement Sud-Sud?*

Sujet 3: Les OMD et le rôle de l'activité manufacturière

13. Dans quelle mesure la récession économique mondiale se fera-t-elle ressentir sur les efforts des pays en développement pour atteindre les OMD grâce à l'industrialisation? Alors que des milliards sont mobilisés pour des opérations de sauvetage ou de relance, il importe de ne pas oublier les pauvres et le potentiel qu'ils représentent. À moins que des efforts résolus ne soient faits, de nombreux pays risquent de ne pas atteindre les OMD. Il n'y a pas si longtemps, une croissance robuste des revenus fondée sur la réaction du secteur productif à la stabilité macroéconomique de nombreux pays avait permis d'accélérer les progrès vers la réduction de la pauvreté monétaire. En revanche, tirée par les produits de base, la récente croissance a fait tomber beaucoup de monde dans le piège de la pauvreté. La crise financière se fait ressentir davantage sur l'emploi que sur la production.

14. Selon une nouvelle étude du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, qui utilise un cadre de modélisation global pour six pays d'Amérique latine, certains pays à faible revenu de la région (Bolivie (État plurinational de), Honduras et Nicaragua) s'écarteraient encore plus de la voie de la réalisation des OMD si la récession prévue pour 2009 et 2010 était suivie d'un retour lent et graduel vers des niveaux de croissance d'avant la crise à l'horizon 2015. Même des pays comme le Brésil, le Chili et le Costa Rica, qui étaient sur la bonne voie, ne devraient pas atteindre plusieurs des OMD par suite de la crise financière mondiale.

Question à débattre

15. *L'industrie manufacturière peut-elle servir de force motrice dynamique sur la voie du redressement pour permettre aux pays en développement d'atteindre les OMD?*

Sujet 4: Réactions à la récession économique

16. Dans leur réaction à la récession économique, les gouvernements des différents pays développés ont adopté une démarche assez similaire: mettre en place des programmes de relance. En revanche, les pays en développement recherchent une politique spécifique qui leur permette de régler leurs problèmes.

17. Dans les années 1930, les interventions visant à sortir le monde de la Grande Dépression étaient généralement axées sur la démarche keynésienne traditionnelle de réamorçage: stimuler la consommation et l'investissement par une augmentation temporaire des dépenses publiques et/ou des réductions d'impôts. Il s'agissait en grande partie de mesures à court terme destinées à faire repartir l'économie. Dans la récession actuelle, les pays recherchent des programmes de relance adaptés et la bonne voie d'une croissance transformatrice. Stimuler l'innovation devient un élément capital du processus de transformation.

18. Selon un dicton: “À quelque chose, crise est toujours bon”. Vu de l’ONUDI, ce à quoi nous assistons aujourd’hui est une convergence d’intérêts en matière d’élaboration de politiques industrielles et de lutte contre les changements climatiques. La crise actuelle est de plus en plus considérée comme une occasion d’encourager les “premiers signes” véritables de reprise “verte”. Des financements orientés vers la recherche, l’éducation, les nouvelles technologies plus propres et les nouvelles énergies, les investissements dans les technologies vertes et d’autres formes d’innovation constituent une partie importante de ce nouveau scénario de croissance verte.

19. Dans les pays de l’OCDE, les mesures de concours financier stratégiques et les programmes de relance inspirés par le nationalisme économique portent sur différents domaines: garantie des dépôts, garantie de la dette des banques, apports de capitaux, nationalisation, isolement et achat des actifs toxiques, financement par effets de commerce et titres adossés à des actifs, restriction des ventes à découvert, combinaison de mesures conventionnelles et non conventionnelles.

20. En revanche, les pays en développement en général et les pays les moins avancés en particulier s’estiment vulnérables et doivent faire face à une combinaison d’après-chocs (réduction des échanges, volatilité des prix du pétrole et des denrées alimentaires, réduction des envois de fonds, des investissements directs étrangers et de l’aide publique au développement). Ils doivent compter sur la communauté internationale, notamment le FMI, la Banque mondiale et les institutions spécialisées des Nations Unies, pour surmonter leurs vulnérabilités.

21. Chacun des aspects budgétaires et monétaires des mesures prises a des implications plus générales: celles-ci vont de la privatisation des gains et la socialisation des coûts et des risques d’une part à la création de pressions inflationnistes et de réglementations qui inhibent l’innovation de l’autre. Pour les pays en développement, la préoccupation primordiale est de limiter le nombre de personnes retombant sous le seuil de pauvreté.

22. La montée du protectionnisme est un élément inquiétant des réactions à la récession économique. Il est peut-être grand temps que les pays renforcent leurs règles commerciales pour contenir les tendances protectionnistes. L’enjeu est de sortir le monde du marasme financier par n’importe quel moyen autre que le protectionnisme.

Questions à débattre

23. *Étant donné l’énorme divergence de principes comme “degré de liberté” et “marge de manœuvre budgétaire” et l’asymétrie des mesures prises dans les pays touchés par la crise, comment les pays en développement peuvent-ils maintenir, dégager et mobiliser des ressources pour surmonter les diverses conséquences de la crise et faire de la recherche-développement et de l’innovation des éléments du passage des augmentations quantitatives vers des améliorations qualitatives? Le protectionnisme commercial est-il le moyen de combattre la crise économique actuelle? Est-il économiquement et socialement acceptable de résister aux mesures protectionnistes?*

Sujet 5: Perspectives de redressement

24. Inverser la chute de la demande, l'affaïssement de la production et de l'activité manufacturière, et le recul du commerce mondial et écarter le risque de montée du chômage et l'éventualité d'une récession à double creux restent la priorité absolue des banques centrales et des responsables industriels des pays développés et des pays en développement. Le principal défi consiste à éviter une reprise sans emploi. Vu la capacité excédentaire de l'industrie manufacturière et l'accélération du progrès technique, on peut accroître la production sans réengager de la main-d'œuvre. C'est là une véritable cause de préoccupation.

25. La place excessive faite aux forces du marché diminue et un activisme public fondé sur l'économie de marché, avec certaines nuances politiques, apparaît comme une alternative.

26. Les répercussions et les exigences en termes monétaires – à savoir l'ampleur des effets sur l'activité économique et industrielle – sont énormes: environ 4 milliards de dollars de moins-value dans le secteur financier à ce jour, 9 milliards de dollars mis à la disposition des banques par les gouvernements, report à 2011 de besoins de refinancement non couverts s'élevant à 25,6 milliards selon les prévisions du FMI, mesures visant à ramener de 17 à 1 le ratio d'autonomie financière exigeant 500 milliards de dollars pour les États-Unis, 725 milliards de dollars pour la zone euro et 250 milliards de dollars pour le Royaume-Uni. Dans son rapport intitulé "La crise financière et économique mondiale et son incidence sur le développement" (A/CONF.214/4, 22 juin 2009), le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies a estimé que, depuis le 1^{er} septembre 2008, des liquidités avaient été injectées massivement dans le système financier mondial, pour un montant de 18 000 milliards de dollars, soit près de 30 % du produit mondial brut. Eu égard au recul simultané de la production mondiale et à la nécessité supplémentaire pour les marchés émergents (principalement d'Europe centrale et orientale) de refinancer une dette d'environ 1,8 milliard de dollars, un rang de priorité moins élevé risque d'être assigné à l'assistance technique aux pays en développement en général et aux pays les moins avancés en particulier.

Question à débattre

27. *Vu l'ampleur de la récession économique mondiale, les difficultés qui en résultent pour l'industrie manufacturière et la crise consécutive de l'emploi qui pourraient se traduire par la perte de 51 millions d'emplois de par le monde, que devraient faire les pays en développement pour se remettre des dommages subis, survivre à la crise et en sortir plus forts?*

Deuxième partie: Reprise économique mondiale – opportunités pour les industries vertes

I. Introduction

28. Face aux signes de reprise économique mondiale, l'industrie "verte" apparaît désormais comme un impératif de développement à long terme. Les milliards de dollars des plans nationaux de relance visent à accompagner un changement

transformationnel allant d'une augmentation de l'utilisation des ressources à l'amélioration de l'efficacité de l'industrie mondiale. Les signaux verts de reprise sont visibles, et, sous l'impulsion de l'ONU, un appel général est lancé en faveur d'une nouvelle donne verte pour une nouvelle économie mondiale verte. Pour une reprise verte, il est essentiel d'axer les investissements sur une industrie économe en ressources et plus propre, une sécurité énergétique durable, une infrastructure à faible émission de carbone et la protection de l'environnement. Le marché mondial de la technologie environnementale et des industries à faible émission de carbone est actuellement estimé à 1 000 milliards de dollars et devrait frôler les 3 000 milliards de dollars d'ici à 2020.

29. Une économie entièrement verte est possible et rentable, et elle s'impose pour prévenir les effets les plus graves d'une surexploitation des ressources naturelles, de l'appauvrissement des écosystèmes et des changements climatiques. Il existe, dans tous les secteurs industriels, de nombreuses opportunités qui, si elles étaient dotées d'un cadre législatif mondial fonctionnel, pourraient permettre de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici à 2050, sous réserve que soient réunis la volonté politique, les choix technologiques et les ressources financières nécessaires. La crise économique actuelle offre l'occasion de mettre les économies sur des voies plus durables vers la reprise et la croissance grâce à des investissements publics verts et à la mise en œuvre de politiques qui encouragent des investissements privés plus écologiques. De nombreux pays ont consacré à cette fin des parts considérables de leurs plans de relance, de 6 % pour l'Espagne à 81 % en République de Corée.

30. Face à cette évolution, l'initiative de l'ONUDI sur l'industrie écologique suppose que soient mises en place des activités de sensibilisation, des connaissances et des capacités dans les institutions chargées du développement industriel durable. Elle exige qu'une assistance soit fournie aux entreprises pour verdir l'industrie. Des possibilités doivent notamment leur être offertes en matière de technologies à faible émission de carbone, d'utilisation plus rationnelle des matières premières, d'utilisation accrue de sous-produits recyclés, d'adoption d'engagements internationaux et de normes environnementales plus performantes, et d'acceptation préalable de systèmes de gestion de l'environnement pour intégrer les chaînes de valeur mondiales. L'initiative encourage également la création et le lancement de nouvelles entreprises pour mener des activités vertes, notamment recyclage, traitement des déchets et conseils en matière d'utilisation plus rationnelle de l'énergie et des matières premières. Couplée à des réglementations efficaces, l'utilisation intelligente de normes et de plans d'étiquetage peut produire des incitations à promouvoir l'industrie et le commerce écologiques. L'utilisation de normes et de plans d'étiquetage dans les décisions relatives à la passation de marchés publics visant la promotion de produits, matériels et services durables peut également jouer un rôle crucial. Les gouvernements, le secteur privé et les ONG élaborent tout un ensemble de normes, d'étiquettes et de programmes de certification qui prennent en compte le cycle de vie entier et la durabilité de la production.

31. Le potentiel des pays en développement d'entrer dans des industries économes en ressources et à faible émission de carbone et dans des services connexes est immense. Les considérations de durabilité exprimées par les consommateurs et par les gouvernements dans leurs politiques environnementales favorisent une

croissance rapide des industries dans les pays développés, et quelques pays en développement, en particulier les économies de marché émergentes, ont réussi à créer des entreprises compétitives à faible émission de carbone. Lorsque, dans les pays en développement, les populations n'ont pas accès à l'électricité, les énergies renouvelables destinées aux ruraux pauvres devraient non seulement avoir un impact positif sur l'atténuation des changements climatiques, mais aussi constituer une incitation majeure au développement d'une activité industrielle écologiquement viable et de l'esprit d'entreprise.

II. Thèmes généraux

32. Face aux signes de reprise et aux possibilités offertes par l'industrie verte, neuf thèmes généraux se dégagent de la reprise verte attendue les prochaines années:

1) Considérant les impératifs des changements climatiques, les différentes parties concernées se précipitent-elles sur les industries vertes à cause des milliards de dollars mis à leur disposition dans le cadre des plans de relance, des subventions et autres incitations ou à cause de leur rentabilité commerciale à long terme?

2) Les pays en développement peuvent-ils se permettre de verdir leur industrie?

3) Dans la mesure où les possibilités qu'offrent les industries vertes ne se réalisent que s'il y a diffusion des connaissances, transfert de technologies et renforcement des capacités, dans quelle mesure les pays en développement sont-ils capables de satisfaire aux exigences d'une production plus propre et peuvent-ils s'engager dans une industrialisation à faible émission de carbone sans retarder la croissance économique?

4) L'accent étant mis sur les composantes recherche-développement et innovation de la reprise et du processus de transformation vers une production à faible émission de carbone, quel environnement politique et institutionnel permet-il de favoriser des taux plus élevés de verdissement? Comment créer un environnement politique et institutionnel pour accélérer l'innovation verte dans les pays retardataires en matière d'industrialisation?

5) Le changement du mode d'utilisation de l'énergie et des matières premières dans l'industrie verte consistant essentiellement à ramener les distances aux frontières technologiques, et les pays en développement manquant généralement de données authentiques, valables et fiables pour calculer les distances qui les séparent des frontières technologiques, de quel appui dispose-t-on pour favoriser une pratique optimale de verdissement du processus de production?

6) Dans le sillage de la reprise anticipée de l'emploi, les pays en développement disposent-ils d'avantages comparatifs pour promouvoir des industries vertes?

7) Les objectifs du Millénaire pour le développement, la réduction de la pauvreté et une économie à faible émission de carbone sont-ils compatibles?

8) Compte tenu des opportunités potentielles liées à l'industrie verte, des ressources suffisantes sont-elles affectées aux programmes verts dans les plans

nationaux de relance et, si tel est le cas, quels sont les risques d'un "camouflage vert" (subventions accordées pour une véritable transition vers une production à faible émission de carbone, en l'absence de pressions législatives et internationales)?

9) Compte tenu des négociations internationales sur les changements climatiques, comment impliquer les entreprises industrielles de manière convaincante au moyen de réglementations?

III. Sujets fondamentaux

33. Un certain nombre de questions et de problèmes importants relatifs au verdissement de l'industrie dans le contexte de la reprise économique mondiale anticipée sont présentés ci-après.

Sujet 1: Reprise mondiale – passage d'une économie "brune" à une économie "verte"

34. Si la valeur marchande potentielle de la création de nouvelles industries vertes peut être très importante, le potentiel écologique et économique du verdissement de l'industrie existante peut l'être encore davantage. Selon les estimations, l'amélioration de l'efficacité des processus de production industrielle, y compris le captage et le stockage de carbone, devrait contribuer à réduire les émissions de CO² d'environ 37 % d'ici à 2050. Le remplacement des processus de production "brune" par des technologies de plus en plus propres, plus économes en énergie et en matières premières et la réorganisation de la production permettront d'améliorer l'efficacité globale et la compétitivité de l'industrie et, partant, l'efficacité des installations de production. En outre, la vulnérabilité à la volatilité des prix de l'énergie et des matières premières s'en trouvera atténuée.

Question à débattre

35. *Le verdissement de l'industrie peut-il devenir durablement le "moteur" de l'économie mondiale et sera-t-il à la base de la création d'emplois dans des industries vertes à forte croissance?*

Sujet 2: Transfert de technologies efficace pour le verdissement de l'industrie

36. Dans sa décision qui a abouti à la mise en place par le Fonds pour l'environnement mondial du programme stratégique de Poznan relatif au transfert de technologies, la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques réunie en sa quatorzième session a appelé l'attention sur la nécessité d'un transfert de technologies efficace Nord-Sud et Sud-Sud, accompagné d'un transfert de connaissances et de flux d'informations qui peuvent jouer un rôle important dans l'accélération de la croissance industrielle verte. Les pays exportateurs de technologies peuvent tirer parti des possibilités commerciales découlant d'une demande croissante de toute une gamme de technologies économes en énergie et en matières premières et à faible émission de carbone. De fait, les pays retardataires en matière d'industrialisation peuvent s'adapter aux exigences de l'industrie verte en utilisant des technologies de fabrication durables et en accédant à des services de connaissances environnementales – sous réserve que se manifeste

une volonté accrue concernant les mécanismes de financement destinés à soutenir le transfert de technologies. La nouvelle politique fondée sur le marché et les nouveaux instruments économiques, qui prennent en compte non seulement les bénéfices privés des entreprises mais aussi les bénéfices sociaux des nouvelles technologies soucieuses de l'environnement et à faible émission de carbone, représentent ici une dimension essentielle.

37. Les technologies relativement avancées seront essentielles pour le développement industriel des pays à faible revenu. Toutefois, les pays en développement ont tendance à être des récepteurs passifs des produits et des technologies de production innovants. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, d'ici à 2030, les investissements dans les technologies pour une énergie propre et les technologies à faible émission de carbone pourraient aider à créer quelque 20 millions d'emplois dans les industries à faible émission de carbone. Pour autant, même ces perspectives de création d'emplois dont il convient de se méfier pourraient ne pas suffire pour régler les problèmes d'emploi dans les pays en développement.

38. Dans les pays en développement, la disponibilité des ressources exige souvent des choix de techniques qui permettent d'utiliser au mieux la main-d'œuvre, et les nouvelles technologies à faible émission de carbone sont généralement grosses consommatrices de capitaux. Paradoxalement, l'adoption de ce type de technologies très avancées, en particulier par les petites et moyennes entreprises, pourrait entraîner des niveaux d'emploi plutôt plus faibles qu'élevés. Une telle situation devrait toutefois être pour les pays en développement une occasion de s'adapter sur le plan technologique au contexte local et un moyen de promouvoir, de manière constante, les capacités nationales dans les domaines scientifique et technologique en optimisant leurs facteurs de production.

Question à débattre

39. *Vu les caractéristiques innovantes des technologies économes en ressources et à faible émission de carbone, comment le commerce international peut-il contribuer à donner naissance à une recherche verte et, dans le même temps, favoriser le transfert d'une telle recherche des pays développés aux pays en développement?*

Sujet 3: Rôle de la recherche-développement et de l'innovation

40. Pour sortir de la crise économique mondiale actuelle, atténuer les pires effets des changements climatiques et dissocier la croissance de l'utilisation de plus en plus importante des ressources naturelles et de l'augmentation des émissions de carbone, une révolution industrielle verte s'impose. La recherche-développement et l'innovation, portées pour partie par le financement du climat, sont la clef d'une telle révolution. La stimulation de l'innovation devrait être un aspect fondateur du processus de transformation consistant à promouvoir de nouveaux cadres commerciaux qui rééquilibrent les choix mondiaux d'utilisation des ressources.

41. Selon des recherches menées par la banque HSBC, les plans de reprise annoncés en 2008 soutiennent diversement les investissements verts et les investissements dans l'innovation: de 1 % des ressources en Italie à 69 % en République de Corée. L'approche la plus audacieuse, celle de la République de

Corée, va jusqu'à affecter, d'ici à 2015, 87 milliards à la "croissance verte", censée inclure non seulement les nouveaux produits, processus et entreprises verts mais aussi les arrangements socioéconomiques écologiquement durables et les normes éconvironnementales.

42. Cependant, en dépit de l'annonce faite par le G-20 que 200 millions de dollars seraient consacrés à la relance de l'innovation, les conditions cadre d'une croissance et d'une reprise fondées sur les connaissances doivent être mises en place. La crise actuelle est de plus en plus perçue comme une occasion d'encourager la croissance verte, mais en raison des difficultés financières que rencontrent les pays en développement, l'assistance technique et financière devrait constituer une part essentielle du nouveau programme de croissance verte.

Question à débattre

43. *En recentrant nos priorités sur les économies de gamme dans les entreprises vertes, quel est le potentiel de compétitivité dont disposent les pays en développement?*

Sujet 4: Renforcer les capacités pour saisir les opportunités

44. Pour que les pays en développement atteignent les mêmes normes de production que les pays industrialisés, des stratégies bien conçues, des technologies adaptées et un appui approprié en termes de renforcement des capacités et de mesures incitatives s'imposent. Les entreprises de fabrication y trouveront ainsi un motif d'encouragement pour réorganiser leurs processus de production non seulement pour limiter au minimum l'utilisation de l'énergie et des matières premières par unité mais aussi pour optimiser la valorisation des produits recyclables.

45. Les investissements destinés à financer le renforcement des capacités pendant la transition vers une économie économe en ressources et à faible émission de carbone sont importants mais minuscules par rapport aux dépenses d'équipement requis. Il sera indispensable d'attirer les capitaux du secteur privé, grâce à des politiques publiques bien ciblées et à des réglementations solides.

Question à débattre

46. *Dans une reprise mondiale de plus en plus interdépendante, le renforcement des capacités pour promouvoir l'industrie verte est-il un bien public mondial et si oui, quelles sont les conditions préalables à un renforcement efficace des capacités?*

Sujet 5: Le rôle de l'État

47. Saisir les opportunités pour promouvoir l'industrie verte dans le contexte d'une reprise économique mondiale exige de l'État qu'il devienne chef d'entreprise non pas en tant que propriétaire d'actifs industriels mais pour encadrer et encourager les sources dynamiques de croissance verte. Les enseignements tirés de la crise économique et financière ont poussé les gouvernements dans un rôle politique et régulateur plus actif dans le développement industriel. Il a été reconnu que les marchés non régulés ne donnaient pas nécessairement des résultats socialement supérieurs dans le domaine environnemental et le débat se poursuit sur

le rôle des gouvernements dans l'industrie et les marchés. Toutefois, n'eût-été l'aide et l'interventionnisme massifs récents des gouvernements, plusieurs industries mondialement intégrées se seraient effondrées avec les coûts sociaux qu'un tel effondrement suppose. Le succès relatif de leur intervention non seulement donne aux gouvernements une légitimité pour prendre des mesures de restructuration et de développement industriels, mais aussi ouvre des perspectives pour de nouvelles formes d'implication dans l'industrie verte.

48. La politique industrielle est généralement comprise comme étant inspirée par les gouvernements et comme une intervention motivée visant à faire évoluer la structure de la production industrielle vers des activités plus avancées, à productivité et valeur ajoutée plus fortes qui génèrent à terme des revenus accrus pour les choix sociaux. Au niveau stratégique, une politique industrielle durable, en évoluant vers des industries plus avancées, contribue à éliminer la pauvreté et à créer des industries économes en ressources et à faible émission de carbone. Les opportunités ne sont pas des garanties et les solutions adoptées par les États sont nécessaires. La récession économique mondiale et la reprise qui point à l'horizon ont permis de redécouvrir le rôle important de l'État.

Question à débattre

49. *Les dépenses publiques générales des pays industrialisés représentant en moyenne 45 % du PIB, que devraient faire les gouvernements pour aider l'industrie verte à jouer son rôle dynamique et quelles limites devrait-on imposer au domaine de compétence de l'État?*

Liste des abréviations

CO ²	dioxyde de carbone
FMI	Fonds monétaire international
G-20	Ministres des finances et gouverneurs de banque centrale du Groupe des Vingt
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
ONG	Organisation non gouvernementale
PIB	Produit intérieur brut
